

Les enseignants soussignés de l'école élémentaire Montesquieu à Vitry sur Seine ont pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour. Se soigner deviendrait un luxe alors même que les enseignants se paupérisent à cause du gel du point d'indice (perte de pouvoir d'achat de 28,5% depuis 2000).

Faut-il que nous venions faire classe malade quitte à contaminer nos élèves, nos collègues et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3155 dans le primaire pour la rentrée 2025. Cela va augmenter le nombre d'élèves par classe et créer des conditions de travail et d'apprentissage plus dégradées qu'elles ne le sont déjà.

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts.

Nous invitons les autres écoles à prendre position et à préparer la grève.

Nous appelons les syndicats nationaux à un appel clair et unitaire à la grève reconductible si le gouvernement ne recule pas.

Nicolas Lepelletier
Lepelletier

BEAUCHU Laurianne
B

Saintout Gautier
Saintout

Maliga Victor-Ronald
M

Blandine Glatigny
B

Lamoureux Amis
Lamoureux

Pierre Belafout
Belafout

M Barbier
B

BROC Nathalie
B

Cathy Buloir
B

Ogniac
Alexandra Ogniac

FAUDOT
Audrey
Faudot

AU Diane
A

Ecole élémentaire Jules Ferry de Maisons-Alfort

Les enseignants de l'école élémentaire Jules Ferry de Maisons-Alfort, ont pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement, notamment

- la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires
- et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour.

Se soigner deviendrait un luxe ! Faut-il que nous venions faire classe malades, quitte à contaminer nos élèves et mettre notre santé en danger ?

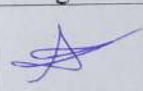
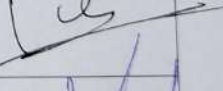
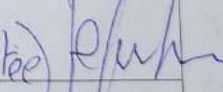
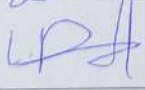
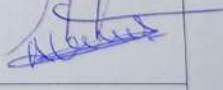
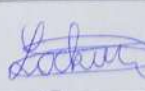
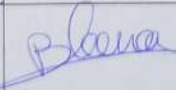
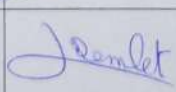
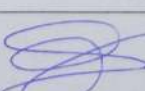
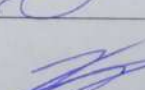
Nous avons également pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans les écoles primaires pour la rentrée 2025. Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants, la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la commune à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

Nom	Signature	Nom	Signature
Daniel FERRE		Alime COUSTENOBLE	
Gaël KERKÉZIN		Thomas ANDRE	
Estelle TRIBAUT		Martha Defontaine (Pour une grève illimitée)	
Lou-Anne BARD		Albane ALEXANDRE	
Lockwood Flavie			
BLANCA Sabine			
TREMLET Lucie			
Mme VIVES.C.			
DEROUSSEN Clémentine			

Les enseignants soussignés de l'école Perigny-sur-Yerres Suzanne Herminich, syndiqués au SNUDI-FO, non syndiqués ont pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement.

Le ministre de la Fonction publique a annoncé le projet du gouvernement de soumettre les fonctionnaires à 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie, sans reculer devant de grossiers mensonges sur les fonctionnaires, en mélangeant volontairement absences des professeur-es et manque de professeur-es... Ce faisant, il priverait les malades de plusieurs centaines d'euros -tout en sapant à la base le principe de solidarité au fondement même de la Sécurité sociale. Le gouvernement veut également réduire les conditions d'indemnisation des périodes de maladie, en supprimant le maintien de la rémunération à taux plein les trois premiers mois et en le remplaçant par un taux de 90 %... Il annonce également le gel du point d'indice et la suppression de la garantie indemnitaire de pouvoir d'achat (GIPA)

Dans le même temps, le gouvernement annonce la suppression de 4000 postes dans l'Éducation nationale (dont 3155 postes d'enseignants du premier degré, une création de 2000 postes d'AESH (sans aucun statut de fonctionnaire envisagé pour eux) alors qu'il en faudrait au moins 6000 rien que dans le 94). Aucune mesure n'est envisagée concernant les moyens indispensables pour nos écoles.

Toutes ces mesures doivent être retirées. Les syndicats de l'enseignement ont eu raison dès avant les congés de lancer une « alerte sociale » en préalable d'un préavis de grève, en déclarant que « la ligne rouge était franchie ».

Pour nous : **LA LIGNE ROUGE ARCHI-DÉPASSÉE !**

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la circonscription et du département à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

Géraldine REYNIEL, PE et directrice SNUDI-FO.

Sandrine HERNÉ, PE

Sarah MARCOU, AESH.

Foule Nicolas, PE. UNSA

AHMANE Salima, AESH.

Tous les enseignants soussignés de l'école maternelle Paul Bert à Chevilly-Larue, syndiqués au SNUDI-FO, SNUIPP et non syndiqués ont pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour. Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malade quitte à contaminer nos élèves et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans les écoles, pour la rentrée 2025. Nous vivons actuellement une situation où sur l'année scolaire 2023/2024, 100 journées d'absence n'ont pas été remplacées. Dès lors, cette situation inquiétante nous questionne sur sa potentielle gradation dans les années à venir.

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes tous prêts. Nous invitons les autres écoles de la commune à prendre position et à préparer la grève. Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

Les enseignants soussignés des 3 écoles de Marolles-en-Brie, syndiqués au SNUDI-FO, non syndiqués ont pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement.

Le ministre de la Fonction publique a annoncé le projet du gouvernement de soumettre les fonctionnaires à 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie, sans reculer devant de grossiers mensonges sur les fonctionnaires, en mélangeant volontairement absences des professeur-es et manque de professeur-es... Ce faisant, il priverait les malades de plusieurs centaines d'euros -tout en sapant à la base le principe de solidarité au fondement même de la Sécurité sociale. Le gouvernement veut également réduire les conditions d'indemnisation des périodes de maladie, en supprimant le maintien de la rémunération à taux plein les trois premiers mois et en le remplaçant par un taux de 90 %... Il annonce également le gel du point d'indice et la suppression de la garantie indemnitaire de pouvoir d'achat (GIPA)

Dans le même temps, le gouvernement annonce la suppression de 4000 postes dans l'Éducation nationale (dont 3155 postes d'enseignants du premier degré, une création de 2000 postes d'AESH (sans aucun statut de fonctionnaire envisagé pour eux) alors qu'il en faudrait au moins 6000 rien que dans le 94). Aucune mesure n'est envisagée concernant les moyens indispensables pour nos écoles.

Toutes ces mesures doivent être retirées. Les syndicats de l'enseignement ont eu raison dès avant les congés de lancer une « alerte sociale » en préalable d'un préavis de grève, en déclarant que « la ligne rouge était franchie ».

Pour nous : **LA LIGNE ROUGE EST ARCHI-DÉPASSÉE !**

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la circonscription et du département à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

Ecole Primaire la Forêt

S. COUBARD

E. MOREAU

C. MONASSA

C. PAGES

M. Bliky

Ecole élémentaire Les Suissards

Scabellio C.

K. Gascia

Mme Monier

Mme Fau

Mme TONTEIRO

M. LENA

Mme Affret

Mme Affret

Mme Affret

Mme Affret

Mme Affret

Mme Affret

Mme Affret

I. GARNIER

A. ROGER

A. Lempereur.

M. Moreau

Nace

Charlotte Letourneur

S. Angenaut

Ecole Maternelle Les Suissards

S. Rodriguez

G. Bourig

A. Puto

Jamons Berg

LOI DE FINANCES DU GOUVERNEMENT : LA LIGNE ROUGE ARCHI- DEPASSEE !

Les enseignantes soussignées de l'école maternelle Les Marguerites à Fresnes, syndiquées en partie au SNUDI-FO, ont pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour.

Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malade quitte à contaminer nos élèves et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans les écoles, pour la rentrée 2025. Nous vivons actuellement une situation difficile où nous nous retrouvons avec des classes à 26 élèves avec l'inclusion de 1, souvent 2 élèves mdph accompagnés par 1 seule AESH pour toute l'école, des remplaçants inexistantes....

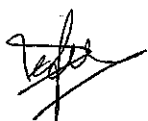
Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêtes. Nous invitons les autres écoles de la commune à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats ce 07 novembre 2024.



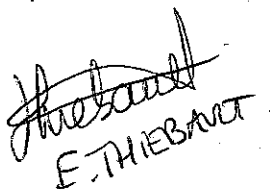
A. DEFER



F. ATIGUI



B. TAHRACUI



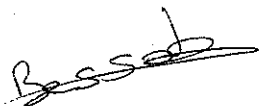
E. THIEBAUT



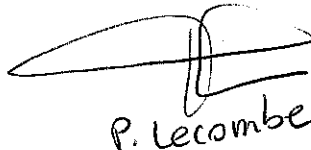
G. DUBOIS



C. BRUCHET



M. BESSOLI



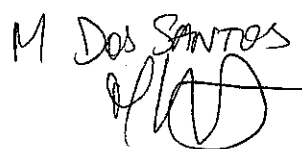
P. Lecombe



P. PERRAUD



A. LEVY



M. DOS SANTOS

Tous les enseignants soussignés de l'école maternelle Joliot Curie à Villejuif, syndiquées au SNUDI-FO, à l'UNSA et non syndiqués ont pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour. Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malade quitte à contaminer nos élèves et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans les écoles, pour la rentrée 2025. Nous vivons actuellement une situation où nous nous retrouvons avec des classes à 28 29 dans un quartier défavorisé et nous continuons à demander une ouverture de classe en urgence alors que 15 nouveaux élèves ont été inscrits depuis la rentrée. Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêtes. Nous invitons les autres écoles de la commune à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

Les enseignantes soussignées de l'école maternelle Joliot Curie à Orly, syndiquées au Snudi-Fo, Snuipp, Cgt et non syndiquées, ont pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement concernant la mise en place de trois jours de carence pour les fonctionnaires ainsi que la réduction de leur salaire à 90 % dès le quatrième jour d'arrêt maladie. Se soigner deviendrait alors un luxe. Devons-nous venir faire classe malades, au risque de contaminer nos élèves et de mettre notre santé en péril, simplement pour ne pas subir de perte de salaire ?

Pour donner un exemple concret : un professeur des écoles au 2^e échelon, exerçant en REP, arrêté trois jours, subirait une perte de 226,11 € sur son traitement indiciaire, auxquels s'ajouteraient 56,64 € de primes et indemnités, soit un total de 285,75 € en moins (au lieu de 95,25 € aujourd'hui).

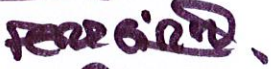
Nous avons également pris connaissance des 4000 suppressions de postes prévues, dont 3200 dans les écoles, pour la rentrée 2025. Ce plan se traduirait par la fermeture de 650 à 800 classes dans notre seul département. Quelle sera la situation à la rentrée prochaine face à ces fermetures massives de classes ? Les classes en REP et REP+ resteront-elles dédoublées ? Les directeurs conserveront-ils leurs décharges ? Les primes seront-elles réduites, voire supprimées ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale, préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants, une grève unitaire est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement. Pour notre part, nous sommes prêtes à nous mobiliser. Nous invitons les autres écoles de la commune à prendre position et à se préparer à la grève.

Nous adressons notre prise de position aux écoles de la circonscription ainsi qu'aux syndicats du département.

nom /signature

PELTIER 
FERREIRINHO 
ROSE 
AIT BRAHAN 
PINCEDE 
BEN SAID 
TRAMALONI 
Moisan 
Manchon 

GUETARI 
CIRIK 
BOUARNI 
AKDENIZ 
LYNDA 

Les enseignants soussignés de l'école Gournay de La Queue en Brie, syndiqués au SNUDI-FO, non syndiqués ont pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement.

Le ministre de la Fonction publique a annoncé le projet du gouvernement de soumettre les fonctionnaires à 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie, sans reculer devant de grossiers mensonges sur les fonctionnaires, en mélangeant volontairement absences des professeur-es et manque de professeur-es... Ce faisant, il priverait les malades de plusieurs centaines d'euros -tout en sapant à la base le principe de solidarité au fondement même de la Sécurité sociale. Le gouvernement veut également réduire les conditions d'indemnisation des périodes de maladie, en supprimant le maintien de la rémunération à taux plein les trois premiers mois et en le remplaçant par un taux de 90 %... Il annonce également le gel du point d'indice et la suppression de la garantie indemnitaire de pouvoir d'achat (GIPA)

Dans le même temps, le gouvernement annonce la suppression de 4000 postes dans l'Éducation nationale (dont 3155 postes d'enseignants du premier degré, une création de 2000 postes d'AESH (sans aucun statut de fonctionnaire envisagé pour eux) alors qu'il en faudrait au moins 6000 rien que dans le 94). Aucune mesure n'est envisagée concernant les moyens indispensables pour nos écoles.

Toutes ces mesures doivent être retirées. Les syndicats de l'enseignement ont eu raison dès avant les congés de lancer une « alerte sociale » en préalable d'un préavis de grève, en déclarant que « la ligne rouge était franchie ».

Pour nous : **LA LIGNE ROUGE EST ARCHI-DÉPASSÉE !**

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la circonscription et du département à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

Laetitia Dos Santos 

NIEDZWIEDZ Léa 

MATRA Sylvie 

Célia Chaize 
Estelle RENOU 

Motion de l'école maternelle Val de Beauté

Loi de finance du gouvernement : la ligne rouge est archi-dépassée

BONTEMPELLI Manon

Nous, Julie EDERY Aurélie CUNAUT, SOTO Rayem, MAHUTEAU
Elaine, BEAUVUE Nathalie, MOREAU Kathia, CONINAT Celine

enseignants de l'école maternelle Val de Beauté à Nogent sur Marne, syndiqués au SNUDI-FO, à la FSU-SNUipp, au SE-UNSA ou non syndiqués, avons pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour.

Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malade quitte à contaminer nos élèves, nos collègues et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans les écoles, pour la rentrée 2025. Nous vivons actuellement une situation où nous nous retrouvons avec des classes surchargées, des remplacements non pourvus, des notifications d'enfants reconnus MDPH sans le nombre d'AESH suffisant voire sans.... Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la commune et de la circonscription à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

The block contains several handwritten signatures in black ink. From top left to bottom right, the signatures are: a large, stylized signature; a signature that appears to be 'E. EDERY'; a signature that appears to be 'S. SOTO'; a signature that appears to be 'J. MAHUTEAU'; a signature that appears to be 'N. BEAUVUE'; a signature that appears to be 'K. MOREAU'; a signature that appears to be 'C. CONINAT'; and a large, stylized signature at the bottom right.

Motion de l'école GUY MOQUET à Nogent

Loi de finance du gouvernement : la ligne rouge est archi-dépassée

Nous, enseignants de l'école Guy Moquet, syndiqués au SNUDI-FO, à la FSU-SNUipp, au SE-UNSA ou non syndiqués, avons pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour.

Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malade quitte à contaminer nos élèves, nos collègues et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans les écoles, pour la rentrée 2025. Nous vivons actuellement une situation où nous nous retrouvons avec des classes surchargées, des remplacements non pourvus, des notifications d'enfants reconnus MDPH sans le nombre d'AESH suffisant voire sans.... Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

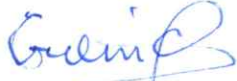
Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la commune et de la circonscription à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

N. Guillou 

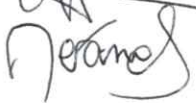
F. Baubou 

J. Gueniche 

M. Castelhamo 

C. Bonvin 

M. Monat 

A. MERAND 

C. TOANEN 

L. COUTEAU 

B. DORLET 

F. Guilhem 

S. PROUST 

L. PARADIS 

Les enseignantes soussignées de l'école maternelle Paul Vaillant-Couturier à Villejuif, syndiquées au SNUDI-FO ou non syndiquées, ont pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90 % du salaire à partir du 4ème jour.

Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malades, quitte à contaminer nos élèves et nos collègues et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans le 1^{er} degré pour la rentrée 2025.

Nous travaillons dans une zone dite sensible et recevons des élèves provenant de deux hôtels sociaux. Nous accueillons tous les ans des élèves en situation de handicap ne bénéficiant d'aucun accompagnement.

Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants, la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.
Pour notre part, nous y sommes prêtes.

Nous invitons les autres écoles de la commune à prendre position et à préparer la grève.
Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

E. De la Quintana
E. De la Quintana

HAKIMBAY Inria
Tunis.

RAMEDACE Thailander
Ramedace

ROTTIER duille
Rottier

OLIEL Lara
Oliel

LE GARS Tale'
Le Gars

Gaude AURRAY
Gaude

Motion de l'école Clémenceau A, Le Perreux / Morne

Loi de finance du gouvernement : la ligne rouge est archi-dépassée

Nous, enseignants de l'école Clémenceau A....., syndiqués au SNUDI-FO, à la FSU-SNUipp, au SE-UNSA ou non syndiqués, avons pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour.

Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malade quitte à contaminer nos élèves, nos collègues et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans les écoles, pour la rentrée 2025. Nous vivons actuellement une situation où nous nous retrouvons avec des classes surchargées, des remplacements non pourvus, des notifications d'enfants reconnus MDPH sans le nombre d'AESH suffisant voire sans.... Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la commune et de la circonscription à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

Jennifer Chatelein		Gaëlle Béon	
Yolanda SOARES		Piotrowski Julie	
Stéphanie PIRES		LANSIS Marina	
Bayo TANINI		SUNET Gwladys	
Veronique LE TASSER		Plavence CHAPON	
Lise PROUST			
Eliza LEVIGNON			
Clémentine DURAND			
Fabien CROSSE			
Christophe TOURNER			

Motion de l'école Clémenceau A, Le Perreux / Morne

Loi de finance du gouvernement : la ligne rouge est archi-dépassée

Nous, enseignants de l'école Clémenceau A....., syndiqués au SNUDI-FO, à la FSU-SNUipp, au SE-UNSA ou non syndiqués, avons pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour.

Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malade quitte à contaminer nos élèves, nos collègues et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans les écoles, pour la rentrée 2025. Nous vivons actuellement une situation où nous nous retrouvons avec des classes surchargées, des remplacements non pourvus, des notifications d'enfants reconnus MDPH sans le nombre d'AESH suffisant voire sans.... Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la commune et de la circonscription à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

Jennifer Chatelein		Gaëlle Béon	
Yolanda SOARES		Piotrowski Julie	
Stéphanie PIRES		LANSIS Marina	
Bayo TANINI		QUINET Gwladys	
Veronique LE TOSSER		Plavence CHAPON	
Lise PROUST			
Eliza LEVIONNOIS			
Clémentine DURAND			
Fabien CROSSE			
Christophe TOURNER			

Motion de l'école maternelle Val de Beauté

Loi de finance du gouvernement : la ligne rouge est archi-dépassée

BONTEMPELLI Manon

Nous, Julie EDERY Aurélie CUNAUT, SOTO Rayem, MAHUTEAU
Elaine, BEAUVUE Nathalie, MOREAU Kathia, CONINAT Celine

enseignants de l'école maternelle Val de Beauté à Nogent sur Marne, syndiqués au SNUDI-FO, à la FSU-SNUipp, au SE-UNSA ou non syndiqués, avons pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour.

Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malade quitte à contaminer nos élèves, nos collègues et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans les écoles, pour la rentrée 2025. Nous vivons actuellement une situation où nous nous retrouvons avec des classes surchargées, des remplacements non pourvus, des notifications d'enfants reconnus MDPH sans le nombre d'AESH suffisant voire sans.... Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la commune et de la circonscription à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

The block contains several handwritten signatures in black ink. From top left to bottom right, the signatures are: a large, stylized signature; a signature that appears to be 'E. EDERY'; a signature that appears to be 'A. CUNAUT'; a signature that appears to be 'R. SOTO'; a signature that appears to be 'J. MAHUTEAU'; a signature that appears to be 'N. BEAUVUE'; a signature that appears to be 'K. MOREAU'; a signature that appears to be 'C. CONINAT'; and a signature that appears to be 'M. BONTEMPELLI'.

Motion de l'école GUY MOQUET à Nogent

Loi de finance du gouvernement : la ligne rouge est archi-dépassée

Nous, enseignants de l'école Guy Moquet, syndiqués au SNUDI-FO, à la FSU-SNUipp, au SE-UNSA ou non syndiqués, avons pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour.

Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malade quitte à contaminer nos élèves, nos collègues et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans les écoles, pour la rentrée 2025. Nous vivons actuellement une situation où nous nous retrouvons avec des classes surchargées, des remplacements non pourvus, des notifications d'enfants reconnus MDPH sans le nombre d'AESH suffisant voire sans.... Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

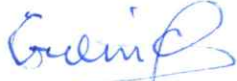
Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la commune et de la circonscription à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

N. Guillou 

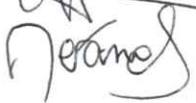
F. Baubou 

J. Gueniche 

M. Castelhamo 

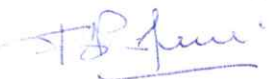
C. Bonvin 

M. Monat 

A. MERAND 

C. TOANEN 

L. COUTEAU 

B. DORLET 

F. Guilhem 

S. PROUST 

L. PARADIS 

Les enseignantes soussignées de l'école maternelle Paul Vaillant-Couturier à Villejuif, syndiquées au SNUDI-FO ou non syndiquées, ont pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90 % du salaire à partir du 4ème jour.

Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malades, quitte à contaminer nos élèves et nos collègues et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans le 1^{er} degré pour la rentrée 2025.

Nous travaillons dans une zone dite sensible et recevons des élèves provenant de deux hôtels sociaux. Nous accueillons tous les ans des élèves en situation de handicap ne bénéficiant d'aucun accompagnement.

Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants, la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.
Pour notre part, nous y sommes prêtes.

Nous invitons les autres écoles de la commune à prendre position et à préparer la grève.
Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

E. De la Quintana
E. De la Quintana

HAKIMBAY Inria
Tunis.

RAMEDACE Thailander
Ramedace

ROTTIER duille
Rottier

OLIEL Lara
Oliel

LE GARS Tale'
Le Gars

Gaude AURRAY
Gaude

Motion de l'école Clémenceau A, Le Perreux / Morne

Loi de finance du gouvernement : la ligne rouge est archi-dépassée

Nous, enseignants de l'école Clémenceau A....., syndiqués au SNUDI-FO, à la FSU-SNUipp, au SE-UNSA ou non syndiqués, avons pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour.

Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malade quitte à contaminer nos élèves, nos collègues et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans les écoles, pour la rentrée 2025. Nous vivons actuellement une situation où nous nous retrouvons avec des classes surchargées, des remplacements non pourvus, des notifications d'enfants reconnus MDPH sans le nombre d'AESH suffisant voire sans.... Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la commune et de la circonscription à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

Jennifer Chatelein		Gaëlle Béon	
Yolanda SOARES		Piotrowski Julie	
Stéphanie PIRES		LANSIS Marina	
Bayo TANINI		QUINET Gwladys	
Veronique LE TASSER		Melance CHAPON	
Lise PROUST			
Eliza LEVIGNON			
Clémentine DURAND			
Fabien CROSSE			
Christophe TOURNER			

Motion de l'école élémentaire Michelet

Loi de finance du gouvernement : la ligne rouge est archi-dépassée

Nous, 11 enseignants de l'école élémentaire Michelet de Fontenay sous Bois, syndiqués au SNUDI-FO, à la FSU-SNUipp, au SE-UNSA ou non syndiqués, avons pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour.

Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malade quitte à contaminer nos élèves, nos collègues et mettre notre santé en danger ?

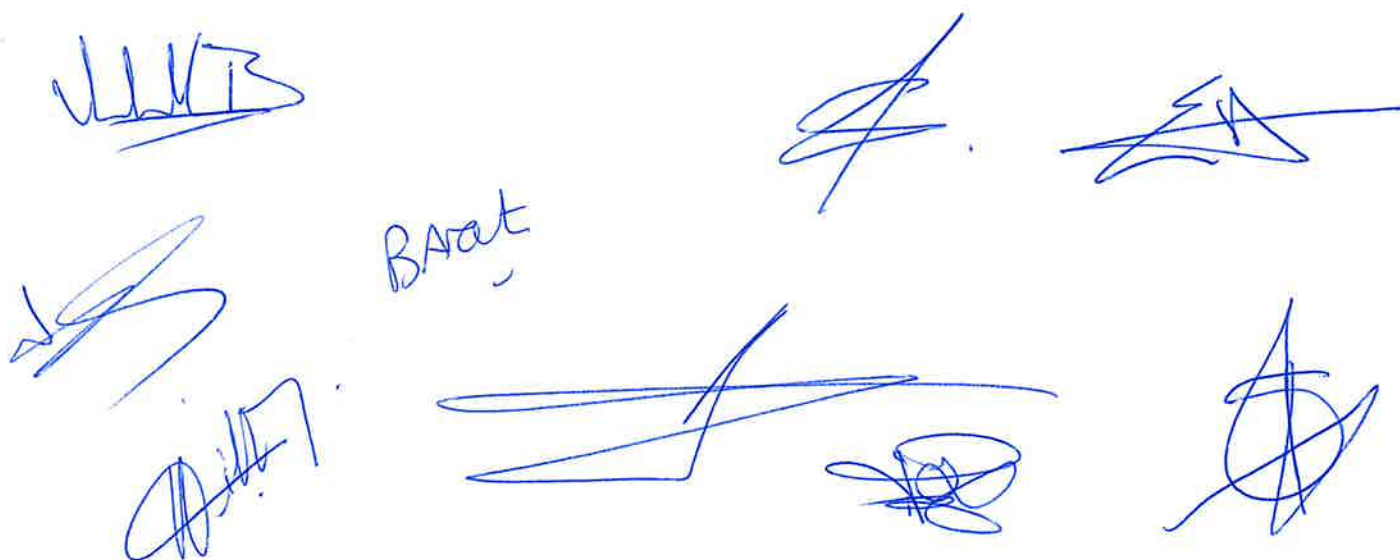
Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans les écoles, pour la rentrée 2025. Nous vivons actuellement une situation où nous nous retrouvons avec des classes surchargées, des remplacements non pourvus, des notifications d'enfants reconnus MDPH sans le nombre d'AESH suffisant voire sans.... Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la commune et de la circonscription à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

The block contains several handwritten signatures in blue ink. At the top left is a signature that appears to be 'JLUTIS'. Below it is another signature. To the right of these are two more signatures. In the center, the word 'BAAT' is written in a stylized, cursive font. Below 'BAAT' is a large, horizontal signature. To the right of this is a circular signature. At the bottom right is another signature. The signatures are scattered across the lower half of the page.

Le 08/11/2024

Les enseignants, soussignés, de l'École Élémentaire Raspail à Maisons-Alfort, syndiqués au SNUDI-FO 94, au SNUIPP 94 et non syndiqués, ont pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour d'arrêt maladie.

Se soigner deviendrait un luxe, d'autant que pour nous la médecine du travail est inexistante.

Faut-il que nous venions faire classe malades et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3155 dans les écoles, pour la rentrée 2025.

Nous accueillons un grand nombre d'élèves notifiés par la MDPH, trop souvent sans AESH. Cette année, il manque 4 AESH dans l'école.

Si notre école devait être impactée par les suppressions de postes, nos conditions d'enseignement seraient gravement dégradées.

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé, en octobre, une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève. Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants, la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part, nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la commune à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre position à tous les syndicats enseignants du Val de Marne.

Emmanuelle Mangin

Aurélia Puech

Mohamed LAGHRIBI

Leslie BAILLIEZ

Sylvie Pidi

Isabelle Godard

Emmanuelle Claude

PAPET Severe

Dany Pauwels

Pierre ALINHAC

Agnès Bacqué

Heidi

Elise Chillard

BONANSEA Sandrine

Bonanseg

Motion de l'école Paul Bert de Nogent s/Marne

Loi de finance du gouvernement : la ligne rouge est archi-dépassée

Nous, 13 enseignants de l'école primaire Paul Bert de Nogent s/Marne, syndiqués au SNUDI-FO, au SE-UNSA ou non syndiqués avons pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour. Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malade quitte à contaminer nos élèves, nos collègues et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans les écoles, pour la rentrée 2025. Nous vivons actuellement une situation où nous nous retrouvons avec des classes surchargées, des remplacements non pourvus, des notifications d'enfants reconnus MDPH sans le nombre d'AESH suffisant voire sans.... Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la commune et de la circonscription à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

G. SCHNEIDER

F.BELAMINE

A.CARAVANO

C.SORGNARD

S.DAFFIX

M.FEUNOT

C.DELILLE

A.L.ROUAUD

E.ROCHEROLLE

V.CAMAIN

M.THORY

O.METREGISTE

B.WESTEEL

Les enseignants soussignés de l'école.....Les Bruyères à Sucy-en-brie....., syndiqués au SNUDI-FO, non syndiqués ont pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement.

Le ministre de la Fonction publique a annoncé le projet du gouvernement de soumettre les fonctionnaires à 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie, sans reculer devant de grossiers mensonges sur les fonctionnaires, en mélangeant volontairement absences des professeur-es et manque de professeur-es... Ce faisant, il priverait les malades de plusieurs centaines d'euros -tout en sapant à la base le principe de solidarité au fondement même de la Sécurité sociale. Le gouvernement veut également réduire les conditions d'indemnisation des périodes de maladie, en supprimant le maintien de la rémunération à taux plein les trois premiers mois et en le remplaçant par un taux de 90 %... Il annonce également le gel du point d'indice et la suppression de la garantie indemnitaire de pouvoir d'achat (GIPA)

Dans le même temps, le gouvernement annonce la suppression de 4000 postes dans l'Éducation nationale (dont 3155 postes d'enseignants du premier degré, une création de 2000 postes d'AESH (sans aucun statut de fonctionnaire envisagé pour eux) alors qu'il en faudrait au moins 6000 rien que dans le 94). Aucune mesure n'est envisagée concernant les moyens indispensables pour nos écoles.

Toutes ces mesures doivent être retirées. Les syndicats de l'enseignement ont eu raison dès avant les congés de lancer une « alerte sociale » en préalable d'un préavis de grève, en déclarant que « la ligne rouge était franchie ».

Pour nous : LA LIGNE ROUGE EST ARCHI-DÉPASSÉE !

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la circonscription et du département à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

Virginie Chambreuil
Chambreuil

Caroline Chanton
Chanton

Florence Labrousse
Flabrousse

Christine NEVES CN

Antonella Rodrigues Rodrigues

Stéphanie BERNON

BRUNET Anne BRUNET

ELMENOUE Virginie ELMENOUE

DEPONTAILLIER Sophie DEPONTAILLIER

Nathalie LE ROUX
LE ROUX

Loïc MEURICE
MEURICE

Sandra PAULA
PAULA

Djamila THURIES
THURIES

FOUCAULT Thierry
FOUCAULT

Valérie Abdoune ABDOUNE

Les enseignants soussignés de l'école EM Alphonse LAMARTINE à LA QUEUE EN BRIE, syndiqués au SNUDI-FO **ET** non syndiqués ont pris connaissance des annonces **inacceptables du gouvernement**.

Le ministre de la Fonction publique a annoncé le projet du gouvernement de soumettre les fonctionnaires à 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie, sans reculer devant de grossiers mensonges sur les fonctionnaires, en mélangeant volontairement absences des professeur-es et manque de professeur-es... Ce faisant, il priverait les malades de plusieurs centaines d'euros -tout en sapant à la base le principe de solidarité au fondement même de la Sécurité sociale. Le gouvernement veut également réduire les conditions d'indemnisation des périodes de maladie, en supprimant le maintien de la rémunération à taux plein les trois premiers mois et en le remplaçant par un taux de 90 %... Il annonce également le gel du point d'indice et la suppression de la garantie indemnitaire de pouvoir d'achat (GIPA)

Dans le même temps, le gouvernement annonce la suppression de 4000 postes dans l'Éducation nationale (dont 3155 postes d'enseignants du premier degré, une création de 2000 postes d'AESH (sans aucun statut de fonctionnaire envisagé pour eux) alors qu'il en faudrait au moins 6000 rien que dans le 94). Aucune mesure n'est envisagée concernant les moyens indispensables pour nos écoles.

Toutes ces mesures doivent être retirées. Les syndicats de l'enseignement ont eu raison dès avant les congés de lancer une « alerte sociale » en préalable d'un préavis de grève, en déclarant que « la ligne rouge était franchie ».

Pour nous : **LA LIGNE ROUGE EST ARCHI-DÉPASSÉE !**

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts. Nous invitons les autres écoles de la circonscription et du département à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats.

ECOLE MATERNELLE
" Lamartine !"
40 route de Villiers
94510 LA QUEUE EN BRIE
01 45 76 39 72

LOI DE FINANCES DU GOUVERNEMENT : LA LIGNE ROUGE ARCHI-DEPASSEE !

Les enseignants soussignés de l'école élémentaire Jean Monnet à Fresnes, ont pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour.

Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malade quitte à contaminer nos élèves et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans les écoles, pour la rentrée 2025. Nous vivons actuellement une situation difficile où nous nous retrouvons avec des classes à 26 élèves avec l'inclusion de 1, voire 2 élèves mdph sans aucune AESH sur l'école, des remplaçants inexistantes....

Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêts . Nous invitons les autres écoles de la commune à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats ce 08 novembre 2024.

MUNSCHE Pascal



Ader Emeline



BEAUCHET Emilie



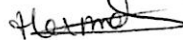
Sarah Bouscâ



Coutin Guillaume



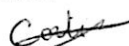
HERNET Nathalie



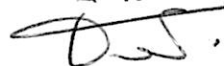
BENABIDES Anne-Marie



CARTIER Caroline



Vincent Nathalie



TABANOU Victor



BIAIS Karen



Clair PECHOULTRES



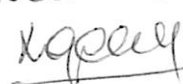
JEANROY Emilie



ESPAGNOL Marion



LANGÉAC Julia



M^{lle} BOUCHANNA



LOI DE FINANCES DU GOUVERNEMENT : LA LIGNE ROUGE ARCHI- DEPASSEE !

Les enseignants soussignés de l'école maternelle **Les Coquelicots** à Fresnes, ont pris connaissance des annonces inacceptables du gouvernement avec la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires et la diminution à 90% du salaire à partir du 4ème jour.

Se soigner deviendrait un luxe. Faut-il que nous venions faire classe malade quitte à contaminer nos élèves et mettre notre santé en danger ?

Nous avons aussi pris connaissance des 4000 suppressions de postes dont 3200 dans les écoles, pour la rentrée 2025. Nous vivons actuellement une situation difficile où nous nous retrouvons avec des classes avec l'inclusion de 1, voire 2 élèves mdph sans aucune AESH sur l'école, des remplaçants inexistantes....

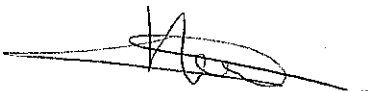
Quelle sera la situation à la rentrée prochaine avec des centaines de fermetures de classes dans notre département ?

Toutes les fédérations syndicales de l'enseignement ont lancé en octobre une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève.

Face à ces attaques d'une violence sans précédent contre les fonctionnaires et les enseignants la grève dans l'unité est nécessaire et urgente pour faire reculer le gouvernement.

Pour notre part nous y sommes prêtes. Nous invitons les autres écoles de la commune à prendre position et à préparer la grève.

Nous adressons notre prise de position à nos syndicats ce 15 novembre 2024.

Vanessa	MOREAU	
Bénédicte	RIBANEAU DUMAS	
Marianne	DEPLACE	
Adeline	INIESTA	
Laura	Lautrou	
KOBAIER	INIÉS	